

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Appel d'offres ouvert N° 089/18/AOO

**Inventaire physique et contrôle des
immobilisations de 2017 à 2019**

TABLE DES MATIERES

AVIS D'APPEL D'OFFRES	1
CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	3
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 15 : EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	10
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	10
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	11
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	11
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	13
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE	1
ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	1
ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHE	4
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	4
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	4
ARTICLE 06 : DOMICILE DU TITULAIRE	5
ARTICLE 07 : NANTISSEMENT	5
ARTICLE 08 : RESILIATION	5
ARTICLE 09 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION	5
ARTICLE 10 : CAS DE FORCE MAJEURE	5

ARTICLE 11 :	REGLEMENT DES CONTESTATIONS	6
ARTICLE 12 :	DROIT APPLICABLE	6
ARTICLE 13 :	DROITS ET TAXES	6
CHAPITRE 2 :	CLAUSES TECHNIQUES	7
ARTICLE 14 :	MAITRE D'ŒUVRE	7
ARTICLE 15 :	NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX	7
ARTICLE 16 :	DUREE DU MARCHE	7
ARTICLE 17 :	CONTEXTE GENERAL	7
ARTICLE 18 :	PRINCIPAUX OBJECTIFS	8
ARTICLE 19 :	CONSISTANCE DES TRAVAUX	9
ARTICLE 20 :	DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS, LIVRAISON DES TRAVAUX DEMANDES ET DEMARCHE DE TRAVAIL	10
ARTICLE 21 :	MODALITE DE SUIVI, GOUVERNANCE ET ORGANISATION DU TRAVAIL	11
ARTICLE 22 :	LIVRABLES OU RAPPORTS A FOURNIR	11
ARTICLE 23 :	CONTINUITE ET QUALITE DU SERVICE	12
ARTICLE 24 :	DOCUMENTS A REMETTRE AU TITULAIRE DU MARCHE	12
ARTICLE 25 :	SECRET PROFESSIONNEL	12
ARTICLE 26 :	CAUTIONNEMENT DEFINITIF	12
ARTICLE 27 :	PENALITE DE RETARD	13
ARTICLE 28 :	MODALITES DE PAIEMENT	13
ARTICLE 29 :	RECEPTION DES PRESTATIONS	13
ARTICLE 30 :	AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYE SUR L'AEROPORT	13
ARTICLE 31 :	REGLEMENTATION EN VIGUEUR	14
ARTICLE 32 :	CONFIDENTIALITE	14
ARTICLE 33 :	DELAJ DE GARANTIE	14

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS

AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT SUR "OFFRES DE PRIX"
N°089/18/AOO

Le **mercredi 11 juillet 2018 à 10 heures**, il sera procédé, dans la salle de réunion de la Direction Financière située près du bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres **sur offres de prix** concernant : **Inventaire physique et contrôle des immobilisations de 2017 à 2019**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré **gratuitement**, auprès de la Cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur). Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics **www.marchespublics.gov.ma** et à titre **indicatif** à partir de l'adresse électronique **www.onda.ma**.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **36 000,00 DHS**.

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme TVA comprise de : **2 400 000,00 DHS**.

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13 et 14 du règlement de la consultation du présent appel d'offres.

Les concurrents peuvent :

- 1) Soit déposer contre récépissé leurs plis à la Cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur), au plus tard le **mercredi 11 juillet 2018** avant **9h30** ;
- 2) Soit les envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception, à la cellule précitée ;
- 3) Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessous **ne sont pas admis**.

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



REGLEMENT DE CONSULTATION

Appel d'offres ouvert N° 089/18/AOO

**Inventaire physique et contrôle des
immobilisations de 2017 à 2019**

TABLE DE MATIERE

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	3
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 15 : EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	10
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	10
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	11
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	11
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	13
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE	1
ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	1
ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent règlement concerne la consultation relative au projet : **Inventaire physique et contrôle des immobilisations de 2017 à 2019.**

ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est l'Office National des Aéroports (ONDA).

ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics de l'ONDA, dans le cadre des procédures prévues par le présent règlement de consultation, les personnes physiques ou morales qui répondent aux conditions de l'article 24 du règlement des marchés de l'Office National des Aéroports en vigueur.

ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres comprend :

01. L'avis d'appel d'offres ;
02. Le présent règlement de consultation ;
03. Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
04. Le modèle d'acte d'engagement ;
05. Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
06. Le modèle du bordereau des prix-détails estimatifs ;
07. Le modèle du bordereau des prix pour approvisionnements, le cas échéant ;
08. Le modèle du sous détail des prix, le cas échéant ;
09. Les plans et documents techniques, le cas échéant.
10. Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports, en vigueur, téléchargeable sur le site de l'ONDA à l'adresse suivante : <http://www.onda.ma/Je-suis-Professionnel/Appels-d'offres/Règlementation-des-marchés-de-l'ONDA> ;

NB : Tout concurrent est tenu de prendre connaissance et d'examiner toutes les instructions, modèles et spécifications contenues dans les documents de la consultation.

Le concurrent assumera les risques de défaut de fourniture des renseignements exigés par les documents de la consultation ou de la présentation d'une offre non conforme, au regard, des exigences des documents de la consultation. Ces carences peuvent entraîner le rejet de son offre.

ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tout document concernant l'offre échangés entre le concurrent et l'ONDA doivent être rédigés en **LANGUE FRANÇAISE.**

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente, des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

Seules les offres techniques peuvent être fournies en **LANGUE ANGLAISE**. Toutefois, en cas de besoin la Commission des Appels d'Offres peut demander, au concurrent et aux frais de ce dernier, la traduction des documents constituant l'offre technique en langue Française.

ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIÈCES A FOURNIR

Conformément aux articles 25, 27, 28, 29 et 30 du règlement des marchés de l'Office National des Aéroports en vigueur, chaque concurrent est tenu de présenter les pièces suivantes :

A. Le dossier administratif : Pièces exigées

Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2.** L'original du récépissé du **cautionnement provisoire** ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres ; **Pour les groupements**, l'attestation de la caution personnelle et solidaire doit être conforme à l'**ANNEXE II** tel que défini à l'article **07** du présent règlement de consultation.
- A3.** Pour les groupements, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'Office National des Aéroports en vigueur ;

Pour les établissements publics :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2. Une copie du texte** l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché ;
- A3.** L'original du récépissé du **cautionnement provisoire** ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu ; **Pour les groupements**, le cautionnement doit être conforme à l'**ANNEXE II** tel que défini à l'article 14 du présent règlement de consultation.
- A4.** Pour les groupements, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'Office National des Aéroports en vigueur ;

B. Le complément du dossier administratif : Pièces exigées

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement des marchés de l'Office National des Aéroports en vigueur :

- B1. Les pièces justifiant les pouvoirs** conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une **personne physique** agissant pour son propre compte :
 - Aucune pièce n'est exigée ;

➤ S'il s'agit d'un **représentant**, celui-ci doit présenter selon le cas :

- Une copie conforme de la procuration **légalisée** lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
- Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
- L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

B2. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du **règlement des marchés de l'Office National des Aéroports en vigueur**. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé;

B3. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévus aux B2) et B3) ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

B4. Le certificat d'immatriculation au **registre de commerce** pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;

NB : Pour les concurrents non installés au Maroc l'équivalent des attestations visées aux paragraphes **B2**, **B3** et **B4** ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

Pour les établissements publics :

B1. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement des marchés de l'Office National des Aéroports en vigueur. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

B2. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15

Jumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévues aux **B1** et **B2** ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

C. Le dossier technique :

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier technique composé des pièces détaillées dans les dispositions particulières ci-dessous (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

Lorsqu'il est prévu, au niveau des dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation), la présentation d'un certificat de qualification et de classification ou d'un certificat d'agrément. Ledit certificat tient lieu du dossier technique.

Pour les groupements, il y a lieu de se conformer aux dispositions de l'article 140 du règlement des marchés de l'Office National des Aéroports en vigueur relatives au dossier technique.

D. Le dossier additif :

Il comprend toutes pièces complémentaires exigées par le présent règlement de consultation tel que détaillé dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

E. Le cahier des prescriptions spéciales :

Paraphé et signé, en toutes les pages et sans réserves, par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet.

ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Chaque concurrent est tenu de produire un cautionnement provisoire, par un organisme marocain agréé, tel qu'indiqué sur l'avis d'appel d'offres, conformément au modèle en **ANNEXE II** du présent règlement de consultation.

NB : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter des conditions et/ou réserves de la part de la banque et/ou du soumissionnaire.

En cas de groupement, le cautionnement provisoire peut être souscrit sous l'une des formes suivantes :

1. Au nom collectif du groupement ;
2. Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
3. En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

NB : Dans les cas prévus aux 2) et 3) ci-dessus, **le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire** en tenant lieu **doivent préciser la mention suivante :**

« Le présent cautionnement est délivré dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant »

Le cautionnement provisoire reste acquis à l'ONDA dans les cas prévus par :

- L'article 15 du CCAG EMO ;
- L'article 18 du CCAG Travaux ;
- L'article 40 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES

Lorsque la présentation d'une offre technique est exigée conformément à l'article 28 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent fournir les pièces détaillées dans les dispositions particulières (**cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation**).

ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES

Les offres variantes ne sont pas prévues pour le présent appel d'offres.

ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE

L'offre financière comprend :

1. L'acte d'engagement, conformément à l'**ANNEXE III**, en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement doit être dûment rempli, et comportant **le relevé d'identité bancaire (RIB)**, est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même appel d'offres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du règlement des marchés publics de l'ONDA, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de **procurations légalisées** pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

Cette dernière disposition est applicable également **s'il s'agit d'un appel d'offres alloti** dont le règlement de consultation prévoit un acte d'engagement pour chaque lot ; Abstraction faite de la répartition des lots entre les membres du groupement, qu'il soit conjoint ou solidaire.

Si le groupement est conjoint, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et **doit préciser** la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement conjoint s'engage à réaliser.

Si le groupement est solidaire, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser, cet acte d'engagement **peut**, le cas échéant, indiquer les prestations que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché

NB : Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en **chiffres** et en toutes **lettres**.

2. Le bordereau des prix-détail estimatif, conformément à l'**ANNEXE IV**. Les concurrents **ne doivent** pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif.

Conformément à l'article 27 du règlement des marchés de l'Office National des Aéroports en vigueur :

- Les prix unitaires du bordereau des prix, du détail estimatif et ceux du bordereau des prix-détail estimatif et les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.
- En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total la décomposition du montant global prévaut.
- Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

3. Le sous détail des prix, le cas échéant.

4. Le bordereau des prix pour approvisionnements, lorsqu'il est prévu par le cahier de prescriptions spéciales.

ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE

Les offres financières doivent être exprimées, en Dirhams marocains (**MAD**). Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre peut être exprimée strictement dans la(es) monnaie(s) suivante(s) :

- **MAD** : Dirhams marocains
- **EUR** : Euros
- **USD** : Dollars américains

Les offres exprimées en monnaies étrangères (EUR/USD) seront, pour les besoins d'évaluation et de comparaison, converties en Dirham. Cette conversion s'effectue sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, du premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghrib.

NB : Les concurrents ne doivent pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif.

ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans **un pli fermé** portant les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché et, éventuellement, l'indication du ou des lots en cas de marché alloti ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".

Ce pli contient :

1. Lorsque l'offre technique n'est pas exigée, Deux (02) enveloppes distinctes :
 - a. La première enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**", contient :
 1. Les pièces du dossier administratif (Article 6 § A);
 2. Les pièces du dossier technique (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du dossier additif (Article 6 § D), le cas échéant ;
 4. Le cahier des prescriptions spéciales (Article 6 § E).
 - b. La deuxième enveloppe contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**" ;
2. Lorsque l'offre technique est exigée, Trois (03) enveloppes distinctes :
 - a. La première enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**", contient :
 1. Les pièces du dossier administratif (Article 6 § A);
 2. Les pièces du dossier technique (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du dossier additif (Article 6 § D), le cas échéant.
 4. Le cahier des prescriptions spéciales (Article 6 § E).
 - b. La deuxième enveloppe contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**" ;
 - c. La troisième enveloppe contient l'offre technique. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre technique**".

Toutes les enveloppes visées ci-dessus doivent indiquer de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché et, le cas échéant, l'indication du ou des lots concernés ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

NB : Lorsque l'appel d'offres est alloti :

- Le concurrent peut participer à un ou plusieurs lots ;
- Le concurrent est invité à présenter les offres techniques et financières séparément pour chaque lot.

ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS

1. Dépôt des échantillons, prospectus, notices ou autres documents techniques

Lorsque le dépôt d'échantillons et/ou la présentation de prospectus, notices ou autres documents techniques est exigé, conformément à l'article 34 du règlement des marchés

de l'ONDA, les concurrents doivent déposer les échantillons/documents détaillés dans les dispositions particulières (cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation), dans les conditions fixées au niveau de l'avis d'appel d'offres.

2. Dépôt des plis

Les plis des concurrents doivent être déposés dans les conditions fixées dans l'avis d'appel d'offres du présent dossier d'appel d'offres.

3. Dépôt des plis complémentaires

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, suite à la lettre de la commission d'appel d'offres, doit être soit déposé, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans cette lettre, soit envoyé, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité. Les plis déposés ou reçus postérieurement au délai fixé dans cette lettre **ne sont pas admis**.

ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS

Tout pli, échantillon, document technique, prospectus ou autre document déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage.

Les concurrents ayant retiré leurs plis, échantillons, documents techniques, prospectus ou autres documents peuvent les présenter de nouveau dans les conditions prévues par le présent règlement de consultation.

ARTICLE 15 : EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES

Les offres des concurrents sont examinées et évaluées dans les conditions fixées, notamment, dans articles **36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42** du règlement des marchés de l'Office National des Aéroports en vigueur.

Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres alloti, la commission procède pour l'attribution des lots à l'ouverture, l'examen des offres de chaque lot et l'attribution des lots, lot par lot, dans l'ordre de leur énumération dans le dossier d'appel d'offres.

L'adjudication d'un lot n'est pas conditionnée par l'adjudication de l'un ou des autres lots quelle que soit leur énumération dans le dossier d'appel d'offres, sauf stipulations contraires dans les dispositions particulière du présent règlement de consultation. Par conséquent, l'ouverture des plis d'un lot peut être effectuée par la commission même si le lot précédent dans l'appel d'offres n'est pas encore adjugé.

ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Les critères d'admissibilité des concurrents sont détaillés dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de la consultation).

ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES

Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine. Cette lettre est adressée dans un délai de cinq (05) jours ouvrables au maximum à compter du lendemain de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction, par **lettre recommandée avec accusé de réception** ou par **fax confirmé** ou par **tout autre moyen de communication donnant date certaine**. Cette lettre peut être accompagnée des pièces de leurs dossiers.

Les échantillons ou prototypes, le cas échéant, ils sont restitués, après achèvement du délai de réclamation auprès du maître d'ouvrage, aux concurrents éliminés contre décharge.

ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Ce délai peut être prorogé dans les conditions prévues aux articles 33 et 136 du règlement des marchés de l'Office National des Aéroports en vigueur.

Toutefois, la signature du marché par l'attributaire vaut le maintien de son offre.

ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES

L'autorité compétente (ONDA) peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres. Cette annulation intervient dans les cas suivants :

1. Lorsque les données économiques ou techniques des prestations objet de l'appel d'offres ont été fondamentalement modifiées ;
2. Lorsque des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'assurer l'exécution normale du marché ;
3. Lorsque les offres reçues dépassent les crédits budgétaires alloués au marché ;
4. Lorsqu'un vice de procédure a été décelé ;
5. En cas de réclamation fondée d'un concurrent **sous réserve** des dispositions de l'article 152 du règlement des marchés de l'Office National des Aéroports en vigueur;

En cas d'annulation d'un appel d'offres dans les conditions prévues ci-dessus, les concurrents ou l'attributaire du marché ne peuvent prétendre à indemnité.

ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, **par courrier** porté avec accusé de réception, **par lettre recommandée** avec accusé de réception ou par **voie électronique**

de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents, **exclusivement**, aux coordonnées suivantes :



Adresse : **Département des Achats**
Office National des Aéroports
Aéroport Mohammed V – Nouasseur



Boîte postale : BP 52, Aéroport Mohammed V – Nouasseur



E-mail : achats@onda.ma

NB : Cette demande **n'est recevable que** si elle parvient au maître d'ouvrage au moins **sept (7) jours** avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Les réclamations des concurrents doivent être formulées dans les conditions fixées par l'article 152 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

En effet, les réclamations des concurrents doivent être introduites **à partir de la date de la publication** de l'avis d'appel à la concurrence et **au plus tard cinq (05) jours** après l'affichage du résultat du présent appel d'offres.

Toutefois, la réclamation du concurrent pour contester les motifs d'éviction, doit intervenir **à compter de la date de réception** de la lettre d'éviction et **au plus tard dans les cinq (05) jours suivants**.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 1 : Objet de l'appel d'offres

Inventaire physique et contrôle des immobilisations de 2017 à 2019

Article 06 § C : Liste des pièces exigées pour le dossier technique

C1. Une note indiquant **les moyens humains et techniques** du concurrent et mentionnant éventuellement,

- La date,
- Le lieu,
- La nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

C2. Fournir au moins **deux (2) attestations de référence originales** ou leurs copies certifiées conformes à l'originale **dont au moins une dans l'inventaire des immobilisations** délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté les prestations objet desdites attestations. Chaque attestation précise notamment :

- La nature des prestations ;
- Leur montant ;
- Le nom et la qualité du signataire et son appréciation.
- L'année de réalisation (**entre 2013 et 2018**) ;

Article 06 § D : Liste des pièces exigées pour le dossier additif

Aucun dossier additif n'est exigé.

Article 08 : Liste des pièces exigées pour l'offre technique

Le concurrent doit fournir :

- 1) La méthodologie que le concurrent envisage de mettre en œuvre pour réaliser les prestations objet du présent appel d'offres ;
- 2) Les CV détaillés des experts et des consultants affectés au projet signés par l'expert/consultant. Le concurrent doit proposer des moyens humains suffisants et qualifiés pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres. Le CV de chaque expert/consultant doit mentionner le nombre d'années d'expérience dans le domaine d'inventaire physique et contrôle des immobilisations ainsi que les travaux réalisés dans le cadre de projets similaires à l'objet du présent appel d'offres.
- 3) Les copies certifiées conformes à l'original des diplômes des intervenants proposés y compris l'expert ;
- 4) Le planning de réalisation de la mission détaillant le budget temps sur site ;
- 5) Le tableau d'affectation des intervenants ;

Article 16 : Critères d'admissibilité des concurrents et d'attribution du marché**I- Critères d'évaluation du dossier technique :**

Critères d'appréciation	Indicateur de mesure	Note attribuée	Documents fournis à l'appui
1. Expérience du cabinet		30	
Nombre de références du concurrent dans le domaine d'inventaire physique et contrôle des immobilisations	2 3 à 4 + que 5	15 20 30	- Le nombre de références chacune datant de 2013 à 2018 et d'un montant égal ou supérieur à 1.000.000 DH TTC.

II- Critères d'évaluation de l'offre technique :

Critères d'appréciation	Indicateur de mesure	Note attribuée	Documents fournis à l'appui
1. Méthodologie proposée		20	
A- Conformité générale de la méthodologie : Conformité aux termes de références	Oui	5	
	Non	0	
B- Richesse d'une approche sur mesure	Excellente	10	- La méthodologie.
	Bonne	8	
	Moyenne	4	
	Faible	0	
C- Cohérence du planning d'exécution, d'ordonnancement des tâches et le chronogramme d'affectation	Excellente	5	- Le planning d'exécution et d'ordonnancement des tâches détaillant le planning horaire sur site et au bureau ; - Le tableau d'affectation des intervenants.
	Bonne	4	
	Moyenne	2	
	Insuffisante	0	

2. Qualification et expérience de l'équipe d'inventaire proposée		50	
A- Expérience du « Directeur de mission/ Expert » - le concurrent aura une note d'un point par année d'expérience dans la limite de la note maximale (20)	Années d'expérience	20	- Diplômes + CV
B- Qualification de l'équipe d'inventaire		30	
B1. Formation	Bac + 3	3 pts	9
	bac+4 ou plus	5 pts	15
B2. Expérience professionnelle	[2 à 5 ans]	3 pts	9
	+ 5 ans	5 pts	15
Total		100	

Total des points = 100 points
 La note 0 pour un sous critère est éliminatoire

Les concurrents retenus seront ceux qui totaliseront une note technique de 70 points et plus sur 100.

Le critère d'attribution, après admission, est l'offre la moins-disante.

ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

Déclaration sur l'honneur

- Référence de l'appel d'offres : **089/18/AOO**
- Mode de passation : **Appel d'offres Ouvert**
- Objet du marché : **Inventaire physique et contrôle des immobilisations de 2017 à 2019**

A – Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)
 Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (1)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (1)
- N° de patente..... (1)
- N° du compte courant postal/bancaire ou à la TGR.....(RIB)

B - Si le concurrent est une personnes morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
 numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(1)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(1)
- N° de patente.....(1)
- N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés déclare sur l'honneur :

- 1) M'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2) Que je remplit les conditions prévues à l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
- 3) Étant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4) M'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - a) A m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
 - b) Que celle-ci ne peut dépasser 50 % du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévu dans ledit cahier ;
- 5) M'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.

- 6) M'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.
- 7) Attester que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du règlement des marchés publics de l'ONDA.
- 8) Certifier l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- 9) Reconnaître avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du règlement des marchés publics de l'ONDA, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

NB : Pour les groupements, chaque membre du groupement doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE

Constitution d'une caution personnelle et solidaire au titre du cautionnement provisoire

Nous soussignés, (**nom de la banque, raison sociale, domicile, tél et fax du siège social et de l'agence**), ayant décision d'agrément délivrée par le Ministre de l'Economie et des Finances **sous n°** en date du,

Représentée par : **[Nom(s), prénom(s) et qualité(s)]**

(Ci-après le « **Banque** ») Déclarons par le présent acte nous porter caution personnelle et solidaire sur ordre et pour :

- a) La société.....(**Dénomination de la société**) **(1)**
- b) La société.....(**Dénomination de la société**), pour sa partie dans le groupement **(1)**
- c) La société.....(**Dénomination de la société**) pour le compte du Groupement de sociétés.....(**Dénominations des sociétés membres du groupement**) **(1)**
- d) Le Groupement(**Dénominations des sociétés membres du groupement**) **(1)**
- e) Monsieur/Madame.....(**Nom & Prénom de la personne physique**) **(1)**

(Ci-après le « **Soumissionnaire** ») pour le montant du cautionnement provisoire de (Montant en chiffres et en lettres), auquel est assujéti le soumissionnaire au profit de l'Office National Des Aéroports (ONDA) (Ci-après le « **Bénéficiaire** ») dans le cadre de l'appel d'offres ouvert n° 089/18/AOO relatif à « Inventaire physique et contrôle des immobilisations de 2017 à 2019 »(Ajouter le numéro et objet du lot, le cas échéant).

Nous nous engageons, par la présente, de façon inconditionnelle et irrévocable en qualité de Garant (la banque), à payer sans délai au Bénéficiaire, à sa première demande et sans s'opposer au paiement pour quelque motif que ce soit, toute somme que celui-ci pourrait réclamer au Débiteur à concurrence du montant sus-indiqué.

[En cas de défaillance d'un membre du Groupement, le montant dudit cautionnement reste acquis à l'ONDA abstraction faite du membre défaillant dudit Groupement] **(2)**.

La présente garantie est régie par le droit marocain et tous litiges relatifs à l'existence, la validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente garantie seront soumis aux tribunaux compétents dans le ressort territorial de Casablanca (Maroc).

Fait à(ville)

le,.....(jj/mm/aaaa)

(1) Supprimer les paragraphes inutiles ;

(2) Mention à préciser obligatoirement en cas de groupement b), c) et (d) ci-haut.

NB : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter d'autres conditions et/ou réserves de la part de la banque ou du soumissionnaire.

ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

Acte d'engagement

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n° **089/18/AOO** du **mercredi 11 juillet 2018**

A - Partie réservée à l'ONDA

Objet du marché : **Inventaire physique et contrôle des immobilisations de 2017 à 2019**, passé en application des dispositions de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

B - Partie réservée au concurrent

a) Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)

Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (2)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (2)
- N° de patente..... (2)

b) Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(2)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(2)
- N° de patente.....(2)(3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier de consultation concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

- Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier de consultation ;
- M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :
 - Montant hors T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
 - Taux de la T.V.A. : **20%** ;
 - Montant de la T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
 - Montant T.V.A. comprise : (en chiffres et en lettres).

L'Office National des Aéroports se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro

Fait à.....le.....
(Signature et cachet du concurrent)

- 1) Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :
 - a) Mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
 - b) Ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».
 - c) **Préciser la ou les parties** des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser **pour le groupement conjoint** et éventuellement pour le groupement solidaire (optionnelle).
- 2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à la déclaration délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
- 3) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)**AO N° : 089/18/AOO****Objet : Inventaire physique et contrôle des immobilisations de 2017 à 2019**

N°	Désignation	UDM	Quantité	PU HORS TVA en chiffre	PT HORS TVA en chiffres
1	Inventaire des acquisitions de l'exercice 2017 et confirmation des en-cours au 31/12/2017	Forfait	1		
2	Inventaire des acquisitions de l'exercice 2018, confirmation des en-cours au 31/12/2018 et validation partielle des inventaires arrêtés au 31/12/2017 (50% des sites)	Forfait	1		
3	Inventaire des acquisitions de l'exercice 2019, confirmation des en-cours au 31/12/2019 et finalisation du contrôle des inventaires arrêtés au 31/12/2017 (50% des sites)	Forfait	1		
				TOTAL HORS TVA	
				TVA 20%	
				TOTAL TVA COMPRISE	



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres ouvert N° 089/18/AOO

**Inventaire physique et contrôle des
immobilisations de 2017 à 2019**

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ	4
ARTICLE 03 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	4
ARTICLE 05 : RÉFÉRENCES AUX TEXTES GÉNÉRAUX	4
ARTICLE 06 : DOMICILE DU TITULAIRE	5
ARTICLE 07 : NANTISSEMENT	5
ARTICLE 08 : RESILIATION	5
ARTICLE 09 : ENTRÉE EN VIGUEUR ET APPROBATION	5
ARTICLE 10 : CAS DE FORCE MAJEURE	5
ARTICLE 11 : RÉGLEMENT DES CONTESTATIONS	6
ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE	6
ARTICLE 13 : DROITS ET TAXES	6
CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES	7
ARTICLE 14 : MAÎTRE D'ŒUVRE	7
ARTICLE 15 : NATURE DES PRESTATIONS ET RÉVISION DES PRIX	7
ARTICLE 16 : DURÉE DU MARCHÉ	7
ARTICLE 17 : CONTEXTE GÉNÉRAL	7
ARTICLE 18 : PRINCIPAUX OBJECTIFS	8
ARTICLE 19 : CONSISTANCE DES TRAVAUX	9
ARTICLE 20 : DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS, LIVRAISON DES TRAVAUX DEMANDES ET DÉMARCHE DE TRAVAIL	10
ARTICLE 21 : MODALITÉ DE SUIVI, GOUVERNANCE ET ORGANISATION DU TRAVAIL	11
ARTICLE 22 : LIVRABLES OU RAPPORTS À FOURNIR	11
ARTICLE 23 : CONTINUITÉ ET QUALITÉ DU SERVICE	12
ARTICLE 24 : DOCUMENTS À REMETTRE AU TITULAIRE DU MARCHÉ	12
ARTICLE 25 : SECRET PROFESSIONNEL	12
ARTICLE 26 : CAUTIONNEMENT DÉFINITIF	12
ARTICLE 27 : PÉNALITÉ DE RETARD	13
ARTICLE 28 : MODALITÉS DE PAIEMENT	13
ARTICLE 29 : RÉCEPTION DES PRESTATIONS	13
ARTICLE 30 : AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYÉ SUR L'AÉROPORT	13
ARTICLE 31 : RÉGLEMENTATION EN VIGUEUR	14
ARTICLE 32 : CONFIDENTIALITÉ	14
ARTICLE 33 : DÉLAI DE GARANTIE	14

ENTRE :

L'OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS, désigné ci-après, par le sigle « O.N.D.A », représenté par son Directeur Général, faisant élection de domicile à l'Aéroport Mohammed V - Nouasseur.

d'une part

ET :

(Titulaire)

Faisant élection de domicile à

Inscrite au Registre de Commerce de

sous le n°

Affiliée à la CNSS sous le n°

Représentée par _____ en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

D'autre part,

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : **Inventaire physique et contrôle des immobilisations de 2017 à 2019**, tel que décrits dans le Chapitre 2 (clauses techniques) du présent Cahier des Prescriptions Spéciales.

ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé en application des dispositions de **l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17** du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

ARTICLE 03 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du présent marché sont :

- 1) L'acte d'engagement ;
- 2) Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- 3) Le Bordereau Des Prix – Détail Estimatif : (BDP-DE) ;
- 4) Les pièces constitutives de l'offre technique
- 5) Le CCAG-EMO ;

ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

Les spécifications et les prescriptions techniques relatives aux prestations à réaliser sont contenues dans le présent marché, l'entrepreneur déclare :

- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des prestations ;
- Avoir fait préciser tous points susceptibles de contestations ;
- Avoir fait tous calculs et sous détails ;
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature de prestations présentées par elle et pouvant donner lieu à discussion.
- Avoir apprécié toutes les difficultés résultant de l'emplacement, des accès, des alimentations en électricité et toutes difficultés qui pourraient se présenter et pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération.

ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GÉNÉRAUX

Le présent marché est soumis aux prescriptions relatives aux marchés publics notamment celles définies par :

- Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports approuvé le 09 Juillet 2014 et la décision de son amendement réf 01/RM/2015 du 02 avril 2015 ;
- Le décret N° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales, applicables aux marchés d'études et de maîtrises d'œuvres (CCAG EMO) exécutés pour le compte de l'Etat;
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et les salaires de la main d'œuvre ;

- Les lois et règlements en vigueur au Maroc à la date de la signature du présent contrat.

Bien que non jointes au présent CPS, le titulaire est réputé connaître tous textes ou documents techniques applicables au présent marché. Le concurrent ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant les prestations en question.

ARTICLE 06 : DOMICILE DU TITULAIRE

Le titulaire doit élire son domicile dans les conditions fixées par l'article 17 du C.C.A.G. EMO.

ARTICLE 07 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement, les dispositions applicables sont celles prévues par la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015).

En vue de l'établissement de l'acte de nantissement, l'ONDA remet au titulaire du marché, sur demande et sans frais, une copie du marché portant la mention « EXEMPLAIRE UNIQUE » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n°112-13 susmentionnée.

Le responsable habilité à fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou de subrogation les renseignements et les états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13 est le Directeur Général de l'ONDA.

Le Directeur Général de l'ONDA et le Trésorier Payeur de l'ONDA sont seuls habilités à effectuer les paiements au nom de l'ONDA entre les mains du bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 08 : RESILIATION

Dans le cas où le titulaire aurait une activité insuffisante ou en cas de la non-exécution des clauses du présent CPS, l'Office National Des Aéroports le mettrait en demeure de satisfaire à ses obligations, si la cause qui a provoqué la mise en demeure subsiste, le marché pourra être résilié sans aucune indemnité sous peine d'appliquer les mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG EMO.

L'ONDA se réserve le droit de résilier le marché dans le cas de modifications importantes ne pouvant être prises en charge dans le cadre du présent marché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 09 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION

L'entrée en vigueur, du présent marché interviendra après son approbation par l'autorité compétente, le visa du contrôleur d'Etat si le visa est requis et la notification au titulaire.

ARTICLE 10 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de survenance d'un événement de force majeure, telle que définie par les articles 268 et 269 du dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et contrats, les dispositions applicables sont celles définies par l'article 32 du C.C.A.G EMO.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

Tout litige entre l'Office National Des Aéroports et le titulaire sera soumis aux tribunaux de Casablanca statuant en matière administrative.

ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE

Le marché sera interprété conformément au droit Marocain.

ARTICLE 13 : DROITS ET TAXES

Les prestations réalisées pour le compte de l'ONDA par une entreprise non résidente sont soumises :

- ❖ A l'impôt sur les sociétés au taux de 10% sur le prix de ces prestations. Cet impôt est prélevé sous forme de retenue à la source. Une copie de l'attestation du versement de cet impôt sera remise au titulaire du marché. Pour les Entreprises originaires de pays ayant signé avec le Maroc une convention destinée à éviter les doubles impositions, la retenue à la source est déductible des impôts dus dans leur pays d'origine.
- ❖ A la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 20% sur le prix de ces prestations.

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 14 : MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre du présent marché est la **Direction Financière**.

ARTICLE 15 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX

Le présent marché est un marché de service dont les prix applicables sont fermes et non révisables.

ARTICLE 16 : DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est valable pour une durée **de trois (03) années** à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations.

ARTICLE 17 : CONTEXTE GENERAL

L'Office National Des Aéroports (ONDA), établissement public à caractère commercial et industriel, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, est placé sous la tutelle de l'autorité du Ministère du Tourisme, du transport aérien, de l'artisanat et de l'économie sociale, et en particulier la Direction Générale de l'Aviation Civile.

Ses missions sont encadrées par la loi modifiée n° 25-79 du 18 juin 1980 portant création de l'Office national des aéroports :

- Mission de gestion et de développement des infrastructures : l'aménagement, l'exploitation, l'entretien et le développement des aéroports civils de l'Etat ouverts à la circulation aérienne publique ainsi que des installations relatives au contrôle et à la sécurité de la circulation aérienne ;
- Mission de contrôle : contrôle local et régional de la circulation aérienne et mise en œuvre des moyens nécessaires au survol, à l'approche, à l'atterrissage, au décollage, à la circulation au sol et au stationnement des aéronefs sur les aéroports ;
- Mission relatives aux usagers des aérodromes : l'embarquement, le débarquement, le transit et l'acheminement à terre des voyageurs, des marchandises et du courrier transportés par air ainsi que tous services destinés à la satisfaction des besoins des usagers et du public ;
- Mission d'adaptation au trafic aérien : liaison avec les organismes et les aéroports internationaux afin de répondre aux besoins du trafic aérien ;
- Mission d'exploitation, en direct ou par le biais d'une concession : exploitation de certains ouvrages et services qu'il peut, le cas échéant, concéder à des tiers, en conformité avec les clauses d'un cahier des charges ; par exemple une concession pour des services en escale ;
- Mission de formation : la formation dans les domaines de l'aviation civile et de l'exploitation aéroportuaire.

L'ONDA est en outre soumis au contrôle financier de l'Etat, exercé par le Ministère de l'Economie et des Finances.

L'ONDA gère actuellement 25 aéroports dont les 8 aéroports les plus importants en termes de trafic pèsent près de 97% du trafic total en 2017.

Ces 25 aéroports peuvent être classés selon trois groupes de trafic :

- Le premier groupe (trafic de plus de 1 million de passagers) comprend l'aéroport Mohammed V qui génère 46% du trafic total en 2017, suivi par les aéroports de Marrakech, Agadir, Fès et Tanger qui représentent respectivement 21%, 8%, 5% et 5% du trafic total.
- Le deuxième groupe (trafic compris entre 500 000 à 900 000 passagers) comprend les aéroports de Rabat, Nador et Oujda.
- Le troisième groupe (trafic inférieur à 200 000 passagers) comprend une vingtaine d'aéroports dont les aéroports de Laayoune et Dakhla sont les plus importants.

Toutes les régions sont desservies par au moins un aéroport

- | | |
|-----------------------------------|-------------|
| • Oriental : | 3 Aéroports |
| • Tanger – Tétouan – Al Hoceima : | 3 aéroports |
| • Rabat – Salé –Kénitra : | 1 aéroport |
| • Fès – Meknès : | 3 aéroports |
| • Casablanca – Settat : | 3 aéroports |
| • Béni Mellal –Khénitra : | 1 Aéroport |
| • Drâa – Tafilalet : | 3 aéroports |
| • Marrakech – Safi : | 2 aéroports |
| • Souss – Massa : | 2 aéroports |
| • Guelmim – Oued Noun : | 2 aéroports |
| • Laâoune – Sakia ElHamra : | 1 aéroport |
| • Dakhla – Oued ElDahab : | 1 aéroport |

Les chiffres clés de l'exercice 2017 de l'ONDA sont :

- Chiffre d'affaires de 3 748 Millions de DH
- Résultat d'exploitation de 1 246 Millions de DH
- Résultat net de 536 Millions de DH
- Total actif de 13 021 Millions de DH
- Total des immobilisations corporelles nettes de 9 142 Millions de DH
- Total des capitaux propres et assimilés de 5 178 Millions de DH

Les investissements comprennent essentiellement l'acquisition d'équipement d'infrastructure, d'aide à la navigation aérienne et d'exploitation des aéroports.

ARTICLE 18 : PRINCIPAUX OBJECTIFS

L'ONDA a déjà réalisé 2 missions d'inventaire physique et de contrôle de ses immobilisations au cours des dernières années :

- Inventaire physique des immobilisations au 31/12/2011 : Rapport définitif livré par le cabinet externe en 2016
- Inventaire physique des immobilisations de 2012 à 2016 : Rapport définitif livré par le cabinet externe en 2017

Les immobilisations ont fait l'objet d'un inventaire physique exhaustif au 31/12/2016 et disposent à ce titre de codes à barres et de fichiers comptables enrichis des informations détaillées sur la nature des immobilisations, des caractéristiques, des références d'achat, du montant d'achat et du calcul des dotations aux amortissements.

La présente mission d'inventaire et de contrôle des immobilisations devrait permettre de :

- Préparer et enrichir le fichier comptable (marque, modèle, n° de série, signature du document de réception, sa qualité...) pour les immobilisations acquises durant les exercices 2017, 2018 et 2019 ;
- Confirmer l'existence des immobilisations déjà inventoriées ;
- Inventorier les immobilisations acquises en 2017, 2018 et 2019 ;
- Rapprocher le fichier comptable au fichier physique ;
- Identifier les écarts et proposer les écritures comptables de redressement ;
- Valider les immobilisations en cours ;
- Fiabiliser les informations comptables et y apporter les ajustements nécessaires ;

La mission couvrira la validation des inventaires précédents et la réalisation des inventaires pour les acquisitions relatives aux exercices 2017, 2018 et 2019 de tous les sites.

L'ONDA vise à travers cette mission à renforcer les règles de contrôle interne à travers :

- La fiabilisation des informations comptables ;
- La protection du patrimoine ;
- La mise en place des règles de prévisions des investissements et de renouvellement ;
- La maîtrise de l'emplacement des différents actifs.

ARTICLE 19 : CONSISTANCE DES TRAVAUX

La mission d'inventaire des immobilisations sera étalée sur les 3 prochains exercices et sera décomposée en 3 phases :

- | | |
|-------------------|---|
| Exercice 1 | <ul style="list-style-type: none">• Inventaire des acquisitions de l'exercice 2017• Confirmation des en-cours au 31/12/2017 |
| Exercice 2 | <ul style="list-style-type: none">• Inventaire des acquisitions de l'exercice 2018• Confirmation des en-cours au 31/12/2018• Validation partielle des inventaires arrêtés au 31/12/2017 (50% des sites) |
| Exercice 3 | <ul style="list-style-type: none">• Inventaire des acquisitions de l'exercice 2019• Confirmation des en-cours au 31/12/2019• Finalisation du contrôle des inventaires arrêtés au 31/12/2017 (50% des sites) |

Pour le premier exercice de la mission, le cabinet devra :

- Eclater et enrichir le fichier comptable détaillé des immobilisations de l'exercice 2017 et des encours ;
- Procéder à l'inventaire physique des immobilisations acquises en 2017 ;
- Etablir le rapprochement des données comptables et physiques et proposer les écritures de régularisation ;
- Confirmer l'existence des immobilisations en cours.

Pour le deuxième exercice de la mission, le cabinet devra :

- Eclater et enrichir le fichier comptable détaillé des immobilisations de l'exercice 2018 et des encours ;

- Procéder à l'inventaire physique des immobilisations acquises en 2018 ;
- Confirmer sur le terrain les inventaires précédents réalisés au 31/12/2011 et du 1/1/2012 au 31/12/2016 et de l'exercice 2017 pour 50% des sites. A noter que toutes les immobilisations acquises au 31/12/2016 ont déjà fait l'objet d'un rapprochement avec le fichier comptable et d'un inventaire physique ;
- Etablir le rapprochement des données comptables et physiques et proposer les écritures de régularisation ;
- Confirmer l'existence des immobilisations en cours.

Pour le troisième exercice de la mission, le cabinet devra :

- Eclater et enrichir le fichier comptable détaillé des immobilisations de l'exercice 2019 et des encours ;
- Procéder à l'inventaire physique des immobilisations acquises en 2019 ;
- Finaliser la confirmation sur le terrain des inventaires précédents réalisés au 31/12/2011 et du 1/1/2012 au 31/12/2016 et de l'exercice 2017 ;
- Etablir le rapprochement des données comptables et physiques et proposer les écritures de régularisation ;
- Confirmer l'existence des immobilisations en cours.

ARTICLE 20 : DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS, LIVRAISON DES TRAVAUX DEMANDES ET DEMARCHE DE TRAVAIL

Le titulaire, devra prévoir, dans l'organisation de son intervention, la tenue de différentes réunions de travail et de coordination décidées par l'ONDA pour le suivi des travaux et le commentaire des conclusions présentées à l'issue des différentes phases d'intervention.

A l'issue de sa mission, le titulaire restera à la disposition de l'ONDA pour tout complément d'informations et fournira tout renseignement ou document dont l'ONDA aura besoin.

Les livrables provisoires devront être remis à l'ONDA pour validation :

- Exercice 1 : au plus tard le 20 février 2019
- Exercice 2 : au plus tard le 20 février 2020
- Exercice 3 : au plus tard le 20 février 2021

Les délais d'exécution du présent marché sont détaillés comme suit :

- 4 (quatre) mois à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations pour le premier exercice ;
- 10 (dix) mois à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations pour le deuxième exercice ;
- 10 (dix) mois à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations pour le troisième exercice.

Le délai de validation des livrables n'est pas compris dans le délai d'exécution de la mission, objet du présent marché.

ARTICLE 21 : MODALITE DE SUIVI, GOUVERNANCE ET ORGANISATION DU TRAVAIL

Les rapports et comptes rendus du cabinet feront l'objet de séances de présentation qui fera part ensuite de son avis sur les documents.

ARTICLE 22 : LIVRABLES OU RAPPORTS A FOURNIR

A l'issue des travaux, le titulaire devra fournir, pour chaque exercice, dans le respect des délais d'exécution, les rapports suivants :

- Exercice 1**
- Un fichier comptable éclaté et enrichi des immobilisations acquises en 2017
 - Un fichier comptable des en-cours dument analysé et rapproché
 - Un rapport détaillé sur l'inventaire physique des immobilisations acquises en 2017
 - Un rapport détaillé sur le rapprochement du fichier comptable au fichier physique
 - Un rapport détaillé sur les immobilisations en cours
 - Un rapport sur les écritures comptables de régularisation
- Exercice 2**
- Un fichier comptable éclaté et enrichi des immobilisations acquises en 2018
 - Un fichier comptable des en-cours dument analysé et rapproché
 - Un rapport détaillé sur l'inventaire physique des immobilisations acquises en 2018
 - Un rapport détaillé sur le rapprochement du fichier comptable au fichier physique
 - Un rapport détaillé sur les immobilisations en cours
 - Un rapport sur les écritures comptables de régularisation
 - Un rapport sur l'inventaire de confirmation des acquisitions arrêtées au 31/12/2017 (50% des sites)
- Exercice 3**
- Un fichier comptable éclaté et enrichi des immobilisations acquises en 2019
 - Un fichier comptable des en-cours dument analysé et rapproché
 - Un rapport détaillé sur l'inventaire physique des immobilisations acquises en 2019
 - Un rapport détaillé sur le rapprochement du fichier comptable au fichier physique
 - Un rapport détaillé sur les immobilisations en cours
 - Un rapport sur les écritures comptables de régularisation
 - Un rapport sur l'inventaire de confirmation des acquisitions arrêtées au 31/12/2017 (50% des sites)

L'ensemble des livrables doivent être déposés au siège de l'ONDA dans leurs versions provisoires, et ce au plus tard le dernier jour de la période d'exécution de chaque phase.

A l'issue de chaque phase, l'ONDA procédera à la validation des livrables. Trois situations peuvent se présenter :

- Acceptation des livrables sans réserve ;
- L'ONDA exige des modifications/améliorations. Le prestataire doit remettre les livrables modifiés/améliorés dans un délai de 15 jours ouvrables maximum à

compter de la date de la communication des observations. Ce délai de 15 jours est compris dans le délai de réalisation de la phase.

- Refus motivé des livrables pour insuffisance dûment justifiée, dans ce cas, le prestataire est tenu de soumettre dans un délai de 20 jours ouvrables des nouveaux livrables. Ce délai de 20 jours est compris dans le délai de réalisation de la phase.

Le délai que se réserve l'ONDA pour approuver les livrables est de 20 jours. Ce délai n'est pas compris dans le délai d'exécution de la phase.

ARTICLE 23 : CONTINUITE ET QUALITE DU SERVICE

En cas de départ d'un membre de l'équipe de travail chargée de la mission ONDA, le prestataire est dans l'obligation de le remplacer immédiatement par un auditeur disposant des mêmes qualifications que son précédent.

Le changement devra être soumis à l'accord préalable de l'ONDA.

ARTICLE 24 : DOCUMENTS A REMETTRE AU TITULAIRE DU MARCHÉ

L'Etablissement mettra à la disposition du cabinet toutes les informations et documentation disponibles pour les besoins de sa mission, notamment, les états financiers, le manuel de procédures, le fichier et le registre d'inventaire, les pièces justificatives des recettes et des dépenses et le statut du personnel, ainsi que tous documents que pourrait demander le cabinet pour l'exécution de sa mission. Le cabinet aura tous les pouvoirs d'investigation sur pièce et sur place au sein de l'Etablissement.

Par ailleurs, l'Etablissement est appelé à tenir et à servir un registre des horaires d'intervention du cabinet sur site.

ARTICLE 25 : SECRET PROFESSIONNEL

Le Titulaire s'engage à la discrétion absolue à l'égard de toutes les données, les informations ou les documents dont il aura eu connaissance en raison de l'exercice de sa fonction, et ce, pendant toute la durée de la réalisation de la mission et également après la fin du contrat.

En aucun moment et sans l'autorisation préalable de l'ONDA, le Titulaire ne peut communiquer à des tiers la teneur des livrables qu'il aura fourni.

ARTICLE 26 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF

a) Cautionnement : Le cautionnement définitif est fixé à Trois pour cent (3 %) du montant initial du marché conformément aux dispositions de l'article 12 du C.C.A.G EMO.

b) Retenue de garantie : Par dérogation à l'article 40 du CCAG EMO, aucune retenue de garantie ne sera exigée.

Le cautionnement définitif sera libéré sur présentation du Procès-verbal d'achèvement de l'ensemble des prestations objet du présent marché.

Toutes les cautions présentées sous forme de cautions personnelles et solidaires doivent être émises par un organisme marocain agréé.

ARTICLE 27 : PENALITE DE RETARD

A défaut par le titulaire d'avoir terminé les prestations définies par le présent marché ou d'avoir respecté tout planning ou délai prévue par ce marché, il lui sera appliqué sans préjudice de l'application des mesures prévues à l'article 42 du CCAG EMO, une pénalité de cinq pour mille (5 ‰) du montant initial du marché par jour de retard. La pénalité est plafonnée à Dix pour Cent (10 %) du montant du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus ; au-delà de ce plafond, l'ONDA se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché sans préjudice des mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG EMO.

ARTICLE 28 : MODALITES DE PAIEMENT

L'Office National Des Aéroports se libérera des sommes dues en exécution du présent marché au titre de chaque exercice en faisant donner crédit au compte ouvert au nom de l'entrepreneur, indiqué sur l'acte d'engagement.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de réception des prestations demandées sur présentation de factures en cinq exemplaires dûment certifiées par les services de l'ONDA.

Pour le premier exercice, le paiement sera effectué à **100% du prix n°1 du BDP-DE** à la réception et validation des livrables y afférents sans toutefois dépasser 20% de l'offre globale du marché.

Pour le deuxième exercice, le paiement sera effectué à **100% du prix n°2 du BDP-DE** à la réception et validation des livrables y afférents sans toutefois dépasser 40% de l'offre globale du marché.

Le reliquat du montant global du marché sera payé à la réception et validation des livrables du troisième exercice.

ARTICLE 29 : RECEPTION DES PRESTATIONS

La réception provisoire des prestations sera effectuée conformément aux dispositions définies par l'article 49 du CCAG EMO. Compte tenu de la nature des prestations, chaque phase sera sanctionnée par une réception partielle distincte.

La dernière réception partielle fait foi de réception définitive des prestations objet de ce marché, elle sera prononcée par le maître d'ouvrage dès l'achèvement des prestations correspondantes à la dernière phase. Le titulaire est tenu d'aviser par écrit le maître d'ouvrage de l'achèvement des services de la (ou les) phase (s) considérée(s).

Les réceptions seront constatées par des procès-verbaux signés par les soins du maître d'ouvrage.

ARTICLE 30 : AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYE SUR L'AEROPORT

Le cabinet sera tenu de respecter les règles de protection du secret, d'exécuter les avis et de soumettre tout son personnel au contrôle du service de sécurité de l'Aéroport.

Cinq jours (5 j) calendaires à dater de la notification d'approbation du marché et avant tout commencement, il devra remettre au service de sécurité de l'Aéroport, par l'intermédiaire du Maître d'ouvrage, les demandes d'enquêtes réglementaires pour son personnel de direction et la liste du personnel pour contrôle.

En outre, l'Entrepreneur est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution et documents divers qui lui seront remis par l'Office National Des Aéroports, en vue de l'exécution des travaux ou pour toutes autres causes.

Le cabinet devra conserver le secret absolu non seulement sur l'ensemble des documents qui lui seront communiqués, mais aussi sur les faits ou renseignements, qui seraient occasionnellement portés à sa connaissance en raison de l'exécution des travaux.

ARTICLE 31 : REGLEMENTATION EN VIGUEUR

Le cabinet est dans l'obligation du respect et de la conformité absolue de la réglementation aéroportuaire nationale et internationale en vigueur, et ce, durant toutes les étapes de la réalisation et de la livraison du présent projet.

ARTICLE 32 : CONFIDENTIALITE

▪ Documents et information concernant le présent appel d'offres

Le cabinet, sauf accord préalable donné par écrit par l'ONDA, ne communiquera concernant ce marché, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications ou informations fournies par l'Office ou en son nom, à aucune tiers partie.

Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

Tout document autre que le marché lui-même, demeurera la propriété de l'ONDA et tous ses exemplaires seront retournés à l'Office après exécution des obligations contractuelles.

▪ Obligation de secret professionnel lors de la phase de réalisation

Le cabinet doit observer les dispositions particulières qui lui sont communiquées par l'ONDA. Il est assujetti, pour tout ce qui concerne son activité découlant du présent marché, au secret professionnel.

En cas de violation des obligations contractuelles, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'ONDA peut résilier le marché.

▪ Communication autour du projet

Toute communication publique autour de ce projet doit être précédée obligatoirement d'une autorisation écrite de l'ONDA.

ARTICLE 33 : DELAI DE GARANTIE

Par dérogation aux dispositions de l'article 48 du CCAG EMO et compte tenu de la nature des prestations aucun délai de garantie n'est prévu dans le cadre du présent marché.

Annexe 1 : Etat récapitulatif de l'inventaire physique exhaustif arrêté au 31/12/2011 et Mise à jour de la VNC au 31/12/2016

CODE SITE	SITE	Nombre d'IMMOS	Valeur brut	Valeur Net 31/12/2011	Valeur Net au 31/12/2016
1	SIEGE	18711	375 924 065,30	115 447 499,20	14 767 066,97
2	CNCSA	6607	912 759 089,76	192 552 187,82	31 558 583,91
3	ACADEMIE MOHAMED VI	4626	253 468 205,77	90 897 009,05	25 717 897,23
10	AEROPORT MOHAMMED V	39434	3 517 706 838,89	1 391 437 699,92	700 766 164,60
11	AEROPORT CASA ANFA	297	16 563 896,91	1 097 526,60	46 804,84
12	AERODROME TIT MELLUL	187	24 750 123,17	18 292 048,23	10 376 540,33
13	TECHNOPOLE MV	256	126 471 976,44	45 407 680,93	17 579 500,06
14	AEROPORT BENSLIMANE	653	701 341 816,77	583 327 894,49	375 008 639,18
20	AEROPORT AGADIR AL MASSIRA	4921	913 291 019,57	189 445 819,03	74 369 778,87
21	AEROPORT HASSAN 1ER LAYOUNE	1671	198 115 273,55	94 364 864,35	39 120 749,58
22	AEROPORT DAKHLA	1143	181 732 200,13	127 327 215,60	74 114 584,93
24	AEROPORT TAN TAN	526	33 088 308,31	10 578 970,45	3 214 222,69
25	AERODROME GOULIMINE	110	49 176 539,54	38 495 745,13	23 750 132,29
30	AEROPORT MARRAKECH MENARA	8730	1 227 591 065,19	825 630 961,39	478 220 608,19
31	AEROPORT OURZAZATE	2107	166 634 552,99	52 645 206,26	23 520 252,75
32	AERODROME BENI MELLAL	51	9 810 266,09	1 648 455,61	223 570,40
34	AERODROME SAFI	251	11 468 088,23	2 195 451,26	675 096,22
35	AEROPORT ESSAOUIRA	1612	278 517 002,57	181 363 348,04	116 196 365,77
36	AERODROME ZAGOURA	101	79 803 432,52	70 391 990,05	48 419 567,72
37	AERODROME BENGUERIR	402	120 400 873,77	105 827 105,59	65 438 312,59
40	TANGER BOUKHALEF	5020	602 962 112,20	354 714 373,09	200 645 816,91
41	AEROPORT TETOUAN SANIET R MEL	1228	223 347 424,82	67 616 498,82	32 469 844,78
50	AEROPORT OUJDA ANGAD	6026	1 356 803 471,91	1 081 417 084,12	710 211 741,32
51	NADOR ANCIEN AEROPORT	192	9 543 578,58	8 409,40	-
52	NADOR LAROUJ	1492	431 636 889,99	183 479 485,15	82 658 262,06
53	BOUAARFA	9	789 617,33	427 234,27	148 885,60
60	AEROPORT FAIS-SAISS	3057	274 088 319,35	91 470 336,21	38 832 401,16
61	AEROPORT AL HOCEIMA	1819	197 658 863,02	129 475 573,31	74 844 072,82
62	AERODROME IFRANE	2054	69 154 397,97	31 649 602,40	17 748 730,65
63	AEROPORT ERRACHIDIA	818	179 994 420,92	8 949 050,14	2 449 739,34
64	AERODROME TAZA	36	8 085 392,62	4 813 350,27	1 508 704,50
70	AEROPORT RABAT SALE	4808	553 019 794,66	331 935 439,81	205 016 294,62
34 - 62 - 50	34, ifrane, Oujda	3	313 620,13	258 629,20	101 819,14
TOTAL		118 958	13 106 012 538,96	6 424 589 745,19	3 489 720 752,02

**Annexe 2 : Etat récapitulatif de l'inventaire physique exhaustif 2012 -2013 -2014 2015 et 2016
arrêté au 31/12/2016**


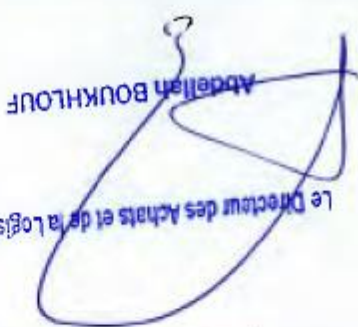


CODE SITE	SITE	nbre code IMMOS	Valeur Brut	Valeur Net 31/12/2016
1	SIEGE	6246	133 088 875,85	68 871 983,35
2	CNCSA	2629	536 796 569,81	318 099 255,60
3	ACADEMIE MOHAMED VI	388	49 034 569,25	41 710 951,53
10	AEROPORT MOHAMMED V	4080	521 713 500,66	343 986 687,86
12	AERODROME TIT MELLIL	15	3 152 348,00	1 394 584,94
13	TECHNOPOLE MV	9	12 105 351,80	9 113 648,95
14	AEROPORT BENSLIMANE	395	222 319 422,91	148 508 266,05
20	AEROPORT AGADIR AL MASSIRA	1347	93 997 297,99	63 205 393,29
21	AEROPORT HASSAN 1ER LAYOUNE	210	98 981 151,33	69 414 260,59
22	AEROPORT DAKHLA	194	54 655 892,14	35 219 223,04
23	AEROPORT SMARA	47	7 296 889,76	6 058 778,82
24	AEROPORT TAN TAN	54	12 462 966,71	7 836 301,25
25	AERODROME GOULIMINE	346	18 710 442,54	13 042 763,96
30	AEROPORT MARRAKECH MENARA	5004	1 299 318 048,64	1 165 212 418,53
31	AEROPORT OURAZATE	141	39 393 243,81	32 228 401,96
32	AERODROME BENI MELLAL	876	95 231 440,13	71 754 805,97
35	AEROPORT ESSAOUIRA	208	12 795 447,81	10 549 248,45
36	AERODROME ZAGOURA	582	42 188 094,82	35 073 074,79
37	AERODROME BENGUERIR	139	63 449 387,92	38 830 438,30
40	TANGER BOUKHALEF	1000	104 371 507,22	77 692 220,64
41	AEROPORT TETOUAN SANIET R MEL	277	16 367 728,59	10 693 789,72
50	AEROPORT OUJDA ANGAD	720	77 038 037,21	46 829 312,67
52	NADOR LAROUJ	369	25 845 976,31	16 795 270,98
60	AEROPORT FAIS-SAISS	3534	643 219 679,50	512 954 914,36
61	AEROPORT AL HOCEIMA	210	40 791 150,09	28 101 174,36
62	AEROPORT IFRANE	35	1 103 562,40	464 313,30
63	AEROPORT ERRACHIDIA	27	831 865,02	406 429,88
64	AERODROME TAZA	2	3 275 500,00	2 583 861,72
70	AEROPORT RABAT SALE	3217	283 210 396,57	173 332 462,48
21/31	AEROPORT HASSAN 1ER LAYOUNE/ AE	329	13 166 218,00	8 776 276,28
30/52/40/20/31/60/61	RAK/NDR/TNG/AGA/ZAT/FEZ/HQ	76	34 297 774,12	15 715 127,85
70/62/60	RBA/IFRANE/FEZ	31	7 549 018,99	5 127 914,96
TOTAL		32 737	4 567 759 355,90	3 379 583 556,41

Annexe 3 : Etat récapitulatif des Acquisitions fin 2017 en valeur brut et net et par site et nombre d'immobilisations

CODE SITE	SITE	Nombre code IMMOS	Valeur brut HT	Valeur Net HT
1	SIEGE	668	119 025 552,90	74 386 057,56
2	CNCSA	75	87 276 803,03	81 894 491,48
3	ACADEMIE MOHAMED VI	22	5 006 367,64	4 817 897,42
10	AEROPORT MOHAMMED V	204	117 474 904,81	101 610 780,04
12	AERODROME TIT MELLIL	7	678 992,87	456 016,45
13	TECHNOPOLE MV	4	697 200,00	557 760,00
14	AEROPORT BENSLIMANE	2	762 375,00	709 568,64
20	AEROPORT AGADIR AL MASSIRA	126	38 747 515,56	36 029 882,03
21	AEROPORT HASSAN 1ER LAYOUNE	37	19 558 322,36	18 739 296,69
22	AEROPORT DAKHLA	8	1 843 000,96	1 744 233,60
23	AEROPORT SMARA	2	7 947 559,35	7 444 915,00
24	AEROPORT TAN TAN	6	5 484 263,14	5 189 162,58
25	AERODROME GOULIMINE	56	251 860 522,84	238 417 905,12
30	AEROPORT MARRAKECH MENARA	384	83 847 552,12	80 077 484,77
31	AEROPORT OURZAZATE	35	24 463 713,82	21 624 837,42
32	AERODROME BENI MELLAL	4	19 303 248,66	15 484 444,89
35	AEROPORT ESSAOUIRA	121	7 451 617,91	6 807 543,88
36	AERODROME ZAGOURA	3	4 789 923,51	4 517 099,24
37	AERODROME BENGUERIR	1	150 000,00	-
40	TANGER BOUKHALEF	72	51 127 598,49	47 844 161,11
41	AEROPORT TETOUAN SANIET R MEL	60	12 624 235,40	12 064 029,61
50	AEROPORT OUJDA ANGAD	23	24 436 858,11	21 583 612,68
52	NADOR LAROUJ	64	14 544 547,87	13 917 493,87
60	AEROPORT FAIS-SSAÏSS	21	24 648 288,91	22 625 302,83
61	AEROPORT AL HOCEIMA	16	4 024 662,91	3 621 665,50
63	AEROPORT ERRACHIDIA	8	95 435 622,08	91 737 663,19
70	AEROPORT RABAT SALE	124	19 899 965,98	17 845 722,12
TOTAL CODE IMMOS		2153	1 043 111 216,23	931 749 027,72

Appel d'offres ouvert N° 089/18/AOO

Inventaire physique et contrôle des immobilisations de 2017 à 2019

Direction Financière  Youssef ZEMMAMA Directeur Financier	Direction des Achats et de la Logistique  Abdelhak BOUKHLOUF Le Directeur des Achats et de la Logistique
Direction Générale de l'ONDA  Le Directeur Général Zouhair Mohammed EL AGUIR 06 JUIN 2018 	
Concurrent CPS lu et accepté sans réserve	